

Haiti 2012

Deux ans après le séisme, l'aide internationale se retire de Port-au-Prince. Les familles qui, avant le tremblement de terre, luttait déjà au quotidien pour ne pas sombrer dans le gouffre de la misère, continuent jour après jour d'espérer, d'agir et de construire la paix.

Dossier pages 4-5

Des enfants de la pré-école d'ATD Quart Monde à Port-au-Prince découvrent un jeu de mémoire conçu par d'autres enfants d'Amérique latine, et qui s'enrichit à chaque voyage dans un esprit d'entraide et d'amitié. (ph. Christine Géroudet, novembre 2011)

Politique

Entrons en campagne. La « Lettre ouverte » publiée par ATD Quart Monde en vue des élections de 2012 fait son chemin au sein des partis politiques et dans la société, faisant l'objet de débats citoyens sur les valeurs de fond de la République. À chacun de la lire et de s'en faire l'écho. **Page 2**

DALO

Une évolution au 1er Janvier 2012. Les demandeurs de logement social en « délai anormalement long » reconnus prioritaires et auxquels aucun logement n'est attribué dans le délai légal peuvent dorénavant faire jouer la garantie de l'État. **Page 3**

RSA

Participer, oui. Mais autrement. ATD Quart Monde a remis au ministère de la Cohésion sociale un rapport sur la participation des allocataires du Revenu de Solidarité Active aux « équipes pluridisciplinaires », souhaitant que cette participation se développe au-delà, dans les instances où les politiques d'insertion se définissent, se mènent et s'évaluent. **Page 3**

Fiche pratique

Organiser un café-débat citoyen. Comment agir, les uns et les autres, contre l'exclusion dans notre cadre de vie, notre travail, nos engagements associatifs ou politiques ? Parlons-en ! Et, pour en parler, organisons des cafés-débats citoyens ! Voici quelques idées et conseils recueillis auprès de membres d'ATD Quart Monde qui, en France et à Genève, ont organisé récemment de telles rencontres. **Page 8**



Reportage

La Maison des parents à Brest. Depuis octobre 2009, cette Maison accueille parents et enfants dans le quartier populaire de Recouvrance. Née de la volonté commune d'acteurs de terrain d'expérimenter de nouveaux modes de rencontre entre parents et professionnels de l'éducation, elle est un lieu qui crée de la solidarité et de la communication entre des parents de tous les milieux. **Page 6**

UN GRAND ROMAN VRAI



Voir page 7

ÉDITORIAL



Pierre-Yves Madignier,
président d'ATD
Quart Monde France

Notre société a besoin d'apprendre de ses membres les plus fragiles

J'écris ces lignes en décembre. Lorsque *Feuille de route* paraîtra en janvier, bien des choses se seront passées. Ce dont je suis malheureusement certain, c'est que la situation sera plus difficile pour beaucoup de personnes, et notamment les plus pauvres d'entre nous. La société a un devoir de justice et de sollicitude vis-à-vis de ses membres les plus fragiles, ceux pour qui la vie est déjà si difficile en temps ordinaire. Il nous faut dénoncer le décrochage des minima sociaux, la précarité des revenus, rappeler les nécessités de la solidarité et de la citoyenneté qui exigent que la voix des plus fragiles soit entendue, refuser les fausses solutions de la peur de l'autre et du populisme. Cela, nous le faisons et nous le ferons inlassablement. Fort heureusement, d'autres le font et le feront, avec nous ou indépendamment de nous. Chacun peut le faire, dans son entourage, en écrivant à son journal, en intervenant sur Internet.

La justice et la sollicitude s'imposent à tous, que l'on voie la pauvreté de l'extérieur ou qu'on la vive de l'intérieur. Mais la responsabilité propre du Mouvement ATD Quart Monde est que nous sommes à la fois au cœur de la grande pauvreté et de la grande société. Parmi nous, des personnes écrasées par la misère se mettent debout pour devenir des militants Quart Monde. D'autres choisissent l'engagement radical de devenir volontaires permanents animés par la volonté de chercher sans cesse à rejoindre le plus exclu. D'autres encore choisissent de porter ce courant du refus de la misère au cœur-même de l'endroit où ils se trouvent dans la société.

Ces engagements nous permettent de dire qu'il ne s'agit pas que de justice et de sollicitude pour une partie de la population dont les intérêts seraient marginaux ou contradictoires avec ceux d'une autre partie. Il s'agit au contraire, en combattant la misère à partir de l'expérience de ceux qui la vivent, de construire les fondements d'une société solide qui donne des assurances à tous. Par exemple une société de la réussite à l'école pour tous. Afin de trouver des solutions durables à ses problèmes les plus graves, notre société française et européenne a besoin d'écouter l'expérience des plus pauvres. En ce début 2012, je formule mes meilleurs vœux pour chacun des lecteurs de *Feuille de route* à titre individuel. À titre collectif, j'émet le souhait d'une société qui fasse ce chemin vers les plus fragiles de ses membres. Elle n'en sera que plus forte et chacun de nous peut l'y aider en participant là où il est au débat démocratique et au vote.

LETTRE OUVERTE D'ATD QUART MONDE FRANCE

Entrons en campagne

En vue des élections de 2012 en France, ATD Quart Monde publiait en juin 2011 une « Lettre ouverte aux partis politiques, à leurs militants et à toutes les personnes vivant en France ». Lisez-la et parlez-en autour de vous¹.

Cette lettre fait déjà l'objet de débats citoyens sur les valeurs de fond de la République : non à la préférence nationale ; oui à la liberté, cessons de contrôler les pauvres comme fraudeurs ; oui à l'égalité, cessons la discrimination pour origine sociale ; oui à la fraternité, apprenons les uns des autres, avec tous et en particulier avec les plus démunis qui ont une expérience et un savoir indispensables à la démocratie. Pierre-Yves Madignier témoigne : « Cette lettre a nourri des échanges approfondis avec Marc-Philippe Daubresse, Secrétaire général adjoint de l'UMP, Harlem Désir, Secrétaire national à la coordination au Parti Socialiste et Pierre Laurent, Secrétaire national du PCF. Ils souhaitent la mettre en débat au sein de leurs partis respectifs. J'invite les militants des partis, des syndicats, des associations et des entreprises à se faire l'écho de cette lettre là où ils se trouvent, afin qu'elle soit encore davantage diffusée et débattue. »

Des personnalités apportent leur soutien en la co-signant². Parmi elles, la comédienne Brigitte Fossey : « Je souhaite signer cette lettre, en accord avec le sens et les termes qu'elle contient, et j'espère que des citoyens de droite, du centre et de gauche se joindront à nous, car la démocratie doit progresser aussi chez tous, ainsi que la justice et les droits de l'homme. » « J'ai signé cette lettre ouverte, explique Nonna Mayer, directrice de recherche au CNRS³, parce qu'elle rappelle utilement que la politique devrait d'abord être ce qui unit et rapproche, non ce qui exclut ou sépare. En pleine crise économique, faire entendre la voix des exclus, des précaires, des défavorisés, des oubliés des sondages et des programmes des partis, est plus que jamais nécessaire. » Pour Philippe Warin, responsable scientifique de l'ODENORE⁴ et autre co-signataire, « il faut que les politiques entendent qu'il existe dans notre pays des populations entières qui n'accèdent plus aux droits. Des travaux du CNRS montrent que ce n'est pas la fatalité, mais l'effet de processus sur lesquels il est possible d'agir si la volonté existe, on le voit par endroits. Que les politiques se saisissent donc enfin de cette réalité qui a un nom : le non-recours aux droits, et est l'envers de la "fraude sociale" présente dans tant de discours qui empestent. Or la réalité du non-recours n'est en rien mineure par rapport celle de la fraude, au contraire ; le problème à traiter est là, aussi urgemment. »

1. Téléchargeable sur www.atd-quartmonde.fr/lettreouverte ou à demander à : Délégation nationale, ATD Quart Monde, 33 rue Bergère, 75009 Paris, 01 42 46 81 95.

2. Les premiers soutiens sont Claude Alphandéry, Yann Arthus-Bertrand, Guy Aurenche, Brigitte Fossey, Régis de Gouttes, Stéphane Hessel, Albert Jacquard, Nonna Mayer, Edgar Morin et Philippe Warin.

3. Centre National de la Recherche Scientifique.

4. Voir ci-contre.

Le 13 novembre à Lyon, Albert Jacquard, co-signataire de la Lettre ouverte d'ATD Quart Monde, clôturait les « Ateliers pour l'école » (ph. F. Philiponeau).



AGENDA

les 11, 12 et 13 novembre à Lyon
C'était les « Ateliers pour l'école ». Des journaux et sites Internet en ont déjà rendu compte (ICEM, *L'Humanité*, *Le Progrès de Lyon*, SNES, SNUipp...). **À suivre en février dans Feuille de route.**

le 15 novembre, ATD Quart Monde France a rencontré le Défenseur des droits Dominique Baudis et son équipe, avec qui se poursuit le travail entamé avec la HALDE (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité) afin de faire reconnaître et interdire la discrimination pour origine sociale.

le 10 janvier 2012 à Grenoble, Bruno Tardieu, Délégué national d'ATD Quart Monde France, participera à la table ronde « Agir pour l'accès aux droits : pas d'évaluation sans les citoyens » qui introduira les Journées de l'ODENORE (Observatoire DEs NON REcours aux droits et services).

les 27, 28 et 29 janvier 2012 à Grenoble : « États généraux du renouveau » du journal *Libération*. ATD Quart Monde participera à des tables-rondes sur l'accès à l'emploi, l'accès aux droits...
www.liberation.fr

LE DALO ÉVOLUE LE 1^{ER} JANVIER 2012

Une évolution du Droit Au Logement Opposable entre en vigueur le 1^{er} Janvier 2012. Les demandeurs en « délai anormalement long » reconnus prioritaires et auxquels aucun logement n'est attribué dans le délai légal pourront dorénavant faire jouer la garantie de l'État.

Corrigeons d'abord une erreur fréquente : il n'y a pas d'élargissement du DALO. Les catégories de population qui peuvent être déclarées prioritaires restent les mêmes. Mais l'une d'elles voit son droit renforcé : les personnes qui attendent l'attribution d'un logement social qu'elles ont demandé à un ou plusieurs bailleurs.

Au delà d'un délai fixé par le Préfet et qui varie selon les départements (généralement autour de deux ans), ces « demandeurs en délai anormalement long » peuvent, depuis la mise en oeuvre de la loi en janvier 2008, demander un logement dans le cadre du DALO. Ce qui change pour elles à partir du 1^{er} janvier 2012, c'est l'exécution de leur droit si elles sont reconnues prioritaires.

Souvent recevables... mais non prioritaires

Un mot sur cette étape : être reconnu prioritaire lorsque l'on n'est par ailleurs ni menacé d'expulsion, ni à la rue, ni dans un logement indécemment ou surpeuplé, est un parcours aléatoire. En effet, nombreuses sont les Commissions de Médiation (COMED) qui déclarent ces dossiers recevables mais non prioritaires. Elles estiment que ces demandeurs, souvent déjà logés dans un logement social mais trop petit ou avec lequel elles rencontrent un problème quelconque, doivent d'abord résoudre ce problème avec leur bailleur : on déclare alors que la question relève d'une « mutation interne ».

Quand on est reconnu prioritaire

Jusqu'au 1^{er} janvier 2012, les « demandeurs en délai anormalement long » reconnus prioritaires pouvaient attendre longtemps pour se voir attribuer un logement. En effet, l'État n'était pas garant de leur droit, contrairement aux autres catégories. À compter du 1^{er} janvier 2012, ils ont les mêmes droits que les autres demandeurs prioritaires. Si aucun logement ne leur est attribué dans le délai légal (en général six mois après la décision de la COMED), ils pourront eux aussi faire jouer la garantie de l'État, celui-ci devant alors payer des astreintes.

Changer de pratiques

Mais est-ce que les COMED, qui ont la fâcheuse habitude de déclarer ces dossiers non prioritaires, vont changer leurs pratiques ? Le DALO a d'abord été créé pour assurer l'égalité de traitement de tous les demandeurs de logements sociaux, pauvres ou moins pauvres, isolés ou familles nombreuses, déjà logés ou non. Les « demandeurs en délai anormalement long » sont une des catégories de demandeurs, au même titre que les personnes expulsées, les gens à la rue, les gens en logement indécemment ou surpeuplé. Ils vont pouvoir bénéficier de la garantie de l'État au 1^{er} janvier 2012. Il serait alors de bonne logique que les COMED les reconnaissent beaucoup plus largement comme prioritaires et devant être eux aussi logés en urgence.

Jean-Yves Guéranger, Réseau Logement-habitat d'ATD Quart Monde France

À LIRE :
le 5^e rapport annuel du comité de suivi du DALO (novembre 2011), sur www.atd-quartmonde.fr/rapportdalo2011.

À FAIRE : écrire à son maire pour soutenir la construction de logements sociaux : www.atd-quartmonde.fr/lettreaumaire.

PARTICIPATION DES ALLOCATAIRES AU FONCTIONNEMENT DU RSA¹

Participer, oui. Mais autrement.

En vue de la conférence nationale d'évaluation le 15 décembre 2011, ATD Quart Monde a remis au ministère de la Cohésion sociale un rapport sur la participation des allocataires du RSA siégeant dans les « équipes pluridisciplinaires » qui, dans chaque département, examinent les situations de réorientations ou de sanctions d'allocataires. Neuf membres d'ATD Quart Monde ont conduit cette étude.



« C'est la première fois que je participe à un travail d'évaluation pour un ministère, témoigne Bernard Monnet. Notre équipe était composée de militants issus de la pauvreté, comme moi, et d'alliés du Mouvement ATD Quart Monde. Chacun a vraiment fait l'effort de se mettre à la portée des autres. Après chaque interview, nous essayions de prendre le temps d'un débriefing approfondi. »

« Nous avons été frappés par le petit nombre d'allocataires candidats pour être représentants dans les "équipes pluridisciplinaires", dit Véréna Caffin, et aussi par le petit nombre qui vient aux rendez-vous proposés par ces équipes. Dans "pluridisciplinaire", il y a "disciplinaire", et les gens s'attendent plus à des sanctions qu'à des échanges à égalité. »

« Cela a été un travail passionnant, raconte Florence Bernard. Une partie des élus et techniciens des conseils généraux ont l'ambition que les allocataires participent de manière plus large qu'en donnant un avis consultatif au sein des "équipes pluridisciplinaires". Mais la façon dont cette participation est inscrite dans la loi les a freinés et ils manquent souvent de temps, de soutien hiérarchique ou de formation pour pouvoir travailler en réel partenariat avec des personnes en situation d'exclusion. Toute l'énergie investie par les pouvoirs publics afin de permettre la participation d'allocataires aux "équipes pluridisciplinaires" devrait surtout servir à assurer cette participation dans les diverses instances où les politiques d'insertion se définissent, se mènent et s'évaluent,

« La participation des allocataires doit avoir une dimension collective de représentation. »

en particulier dans les "Pactes territoriaux pour l'insertion". »

« Le point le plus inquiétant à nos yeux, explique Thierry Rauch, est que des allocataires du RSA présents dans les "équipes pluridisciplinaires" participent à la sanction d'autres allocataires en étant associés à la décision de diminuer ou suspendre leur RSA². Que les premiers aident les professionnels à comprendre le contexte et la situation de vie des seconds, d'accord. Mais que des pauvres jugent des pauvres, c'est vraiment grave, et c'est une souffrance exprimée par plusieurs d'entre eux. Nous proposons qu'ils restent associés aux décisions de réorientation des allocataires vers d'autres parcours d'insertion, mais qu'ils ne soient plus associés directement aux sanctions et aux suspensions de RSA. »

« La participation des allocataires doit avoir une dimension collective de représentation, et non pas individuelle, estime Elisabeth Prieur. Leur formation doit être renforcée, ainsi que les "groupes ressources" mis en place par des conseils généraux, qui pourraient s'élargir et devenir des lieux de concertation régulière entre élus, travailleurs sociaux, organismes et allocataires qui se trouveraient dans un dialogue à égalité, libéré des enjeux de contrôle et de sanction. »

1. Revenu de Solidarité Active.

2. Notons au passage qu'une diminution ou suspension de ce minimum social tellement indispensable et tellement insuffisant est sidérante et choquante.

➔ Rapport Gouvernance du RSA : les conditions de la participation sont-elles réunies ? Évaluation sur la participation des allocataires du RSA aux équipes pluridisciplinaires, plus d'infos sur www.atd-quartmonde.fr/gouvernancedursa



Des enfants de la bibliothèque de rue d'ATD Quart Monde au camp CFEF à Port-au-Prince sont rassemblés pour découvrir le « Train des rencontres » et y apporter leur contribution. Ce camp héberge des familles sous tente depuis le tremblement de terre. (ph. Christine Géroutet, novembre 2011).

HÀÏTI 2012

Deux ans après le séisme, l'aide internationale se retire de Port-au-Prince. Les familles qui, avant le tremblement de terre, luttait déjà au quotidien pour ne pas sombrer dans le gouffre de la misère, continuent jour après jour d'espérer, d'agir et de construire la paix.

« Toujours prises dans l'urgence, les familles sont pourtant dans des projets à long terme. »

Jacqueline Plaisir est volontaire permanente du Mouvement ATD Quart Monde. Après neuf ans passés à Port-au-Prince, elle s'est installée en République dominicaine avec son mari David Lockwood pour une nouvelle mission dans la région Amérique latine-Caraïbes.



Vous avez senti très vite que le temps de l'urgence durerait longtemps après le séisme ?

Oui, parce que les besoins étaient immenses et qu'il y avait beaucoup de désorganisation.

Nous avons compris que la période d'urgence serait longue et que, malgré tout, il ne fallait pas perdre de vue les projets à long terme. Et les familles elles-mêmes nous ont très vite interpellés sur le long terme : sur l'école, la santé, sur comment rencontrer les autorités, etc.

Très vite après le séisme, nous avons repris des temps de rencontre avec elles afin de réfléchir ensemble comment chacun pouvait s'entraider, en disant aussi que ce n'était pas si facile. Comment ne pas se sentir fragile et sous pression, face à cette aide internationale énorme dont tout le monde parlait et face à toutes les difficultés qui ont nui et nuisent encore à la mise en œuvre d'actions et de projets à moyen et long terme ?

Comment encourager l'entraide dans un tel contexte de crise ?

Se soutenir dans les moments difficiles est naturel après un choc. Mais ensuite, cela demande plus d'efforts. L'équipe de Port-au-Prince est restée plusieurs mois dans une très grande disponibilité aux familles qui venaient à la Maison Quart Monde et exprimaient leurs besoins. Nous pensions aussi à des familles qui rencontraient des situations parfois plus graves, qui étaient en train de perdre pied. Il a fallu beaucoup de dialogues pour savoir comment s'entraider, comment encourager et mettre en valeur les gestes de solidarité vis-à-vis des familles encore plus pauvres.

Comment, au cœur de l'urgence quotidienne, arrive-t-on à parler aussi de l'avenir ?

Les familles très pauvres, nous le savons, vivent tout le temps dans l'urgence. Mais nous savons aussi qu'elles ont toujours des projets à long terme. C'est cela qui fait qu'elles peuvent survivre. Ce qui est important, c'est de connaître les projets que les familles portaient avant le séisme, de comprendre comment ces projets ont évolué et comment on peut encore avancer en s'appuyant sur eux.

« Comment permettre que les institutions publiques et les ONG prennent conscience que ces familles sont des partenaires ? »

Quels sont ces projets à long terme ?

Une mère disait quelques jours après le séisme : « Je suis désespérée parce que cela fait des années que je vis

chez les autres et je rêvais que, peut-être dans dix ans, mes enfants pourraient avoir un toit pour que nous puissions vivre ensemble. » En voyant toutes les maisons écrasées, elle se dit : « Je serai la dernière à avoir une maison maintenant. Je ne l'aurai peut-être jamais. » Un mois ou deux après, elle était encore avec ce projet durable, elle cherchait des solutions. Elle n'était plus dans ce désespoir mais dans une quête : comment vais-je réaliser ce projet ? – qui n'était plus d'abord d'avoir un toit, mais d'abord que sa famille puisse être réunie.

Des parents nous disent souvent : « Nous voulons que nos enfants soient utiles, qu'ils puissent jouer un rôle pour que le pays se développe, afin qu'ils ne vivent pas la même vie que nous. » C'est-à-dire une vie où l'on ne peut penser à rien, où l'on ne peut pas profiter de la musique, de la mer, de rien. Les familles veulent accéder à une meilleure vie.

Qu'est-ce qu'une meilleure vie ? C'est pouvoir être quelqu'un d'accompli. Ce qui était difficile et le demeure vraiment, c'est : comment arriver à cela, comment permettre que les institutions publiques et les ONG¹ prennent conscience que ces familles sont des partenaires ?

Depuis le séisme il y a deux ans, la situation de certaines personnes s'est améliorée. Mais pour d'autres, la reconstruction n'est-elle pas aussi synonyme d'angoisse d'être encore plus oubliés qu'auparavant ?

Lorsque l'on traverse Port-au-Prince, on voit encore beaucoup de camps et de tentes. Malgré tout, la situation a changé. Sous ces tentes, ce ne sont plus tout à fait les mêmes personnes et elles sont moins nombreuses. Beaucoup d'entre elles ont pu trouver d'autres solutions, avec l'aide d'organisations ou grâce à leurs propres ressources. Les projets des ONG sont terminés. C'était pour un an, un an et demi. Dans certains camps, il n'y a plus de latrines, de douches, d'eau potable. Les camps doivent se vider et certaines municipalités incitent fortement les gens à les quitter. Mais des familles n'ont rien, ne savent pas où aller et il est très difficile de faire entendre cette voix des personnes qui disent : « Nous n'avons pas d'autre endroit où aller. »

Propos recueillis par Philippe Hamel en juillet 2011 (Ph. F. Philiponeau)

1. Organisations Non Gouvernementales.

SAINT JEAN LHÉRISSAINT

Une reconstruction « participative » est indispensable



Saint Jean Lhérisaint est volontaire permanent du Mouvement ATD Quart Monde. Il fait partie de l'équipe permanente de Port-au-Prince, qui compte neuf volontaires.

Constatez-vous qu'il y a des façons d'aider qui peuvent aussi générer de la violence ?

L'apport de l'aide internationale a déjà divisé plusieurs communautés. Par exemple, une ONG voulait distribuer des sacs de 25 kilos de riz. Redoutant qu'il y ait des bagarres entre les hommes, elle a décidé de ne les donner qu'aux femmes. Mais des hommes ont attendu plusieurs d'entre elles sur le chemin du retour et les ont dépossédées de leur riz. Dans les camps, il est aussi très difficile pour les ONG d'effectuer des distributions. Moi-même, quand j'ai participé à une distribution de bâches, j'ai assisté à plusieurs scènes de lancer de pierres.

Cela peut-il se passer mieux ?

Dans notre bibliothèque de rue, on partage parfois des petites choses avec les enfants. Mais il n'y a jamais de bagarre, on sait comment faire et les enfants savent qu'il faut « faire solidarité » avec les autres. Un jour, une organisation internationale a distribué des jouets dans le camp. Cela a déclenché des violences. Quand on ne prend pas le temps de vraiment dialoguer avec les gens et de connaître le terrain, on peut faire mal les choses en voulant bien faire. Cela explique l'échec de la communauté internationale en Haïti et les retards que prend la reconstruction.

Un tel dialogue nécessite du temps ?

Pour que la confiance arrive, il faut du temps. Dans la zone de grande Ravine¹, des organisations ont voulu réunir des groupes pour rétablir la paix et pouvoir travailler dans de meilleures conditions. Le jour prévu pour faire la paix, des coups de feu ont retenti partout. La paix, cela ne se décrète pas, ça se construit.

Pourquoi la voix et les initiatives des plus pauvres sont-elles indispensables ?

Si l'on veut reconstruire Haïti comme avant le 12 janvier 2010, ce n'est pas la peine, parce qu'il y avait déjà un fossé énorme entre les plus pauvres et les autres. Il faut une reconstruction physique, mais aussi mentale. Une reconstruction « participative » est indispensable et il est important que la parole des plus pauvres soit prise en compte. On a malheureusement toujours tendance à mettre de côté ceux que l'on croit n'avoir pas trop d'intelligence. En Haïti, on dit : « Ça, c'est l'affaire des hommes "savés". » C'est-à-dire des hommes qui savent, des hommes forts, des intellectuels, des universitaires. « Vous autres, petit peuple, on est là pour décider pour vous. » Il faut voir les choses d'une autre manière.

Propos recueillis par Philippe Hamel en juillet 2011 (Ph. F. Philponeau)

1. Quartier très défavorisé de Port-au-Prince où ATD Quart Monde est présent depuis plus de 25 ans.

POUR CONTINUER À SOUTENIR L'ACTION D'ATD QUART MONDE EN HAÏTI

→ **par chèque** à l'ordre d'ATD Quart Monde, à envoyer à « ATD Quart Monde, 107, avenue du Général Leclerc, 95480 Pierrelaye, France », en précisant au dos : « solidarité Haïti »

→ **par virement** sur le compte bancaire suivant :
Banque postale
Banque : 20041-Guichet : 00001
Compte n°1712688Y020 -
clé RIB : 08
(IBAN : FR49 2004 1000 0117
1268 8Y02 008 -
BIC : PSSTFRPPPAR)

→ **par carte bancaire** sur www.atd-quartmonde.org/don
Prochainement, lorsque les comptes 2011 seront clôturés, *Feuille de route* présentera un bilan chiffré de l'action du Mouvement ATD Quart Monde en Haïti en 2011.



Des mamans de la pré-école d'ATD Quart Monde à Port-au-Prince jouent au jeu de l'oie du « Train des rencontres », ensemble de messages, de récits et de jeux réalisés par des enfants de différents pays d'Amérique latine au sein du mouvement Tapori, branche enfance d'ATD Quart Monde. (ph. Christine Géroudet, novembre 2011).

LE PAYS ATTEND

Après les deux plus grands maux qui ont frappé Haïti : le séisme du 12 janvier 2010 et l'épidémie de choléra qui a commencé le 19 octobre 2010, le pays est là. Entre l'inquiétude et l'incertitude, gronde l'espoir d'un lendemain meilleur pour ceux qui y respirent et bougent encore. Le pays attend la concrétisation du beau plan de reconstruction que l'on montre à la télévision et qui tarde à venir, malgré les différentes promesses faites en ce sens par la communauté internationale et les autorités haïtiennes. Le ramassage des débris du 12 janvier n'est pas terminé. Des gravats déposés pour être enlevés par le ministère des travaux publics jonchent les chaussées de la ville et gênent la circulation. Les habitants des camps de sinistrés qui ne peuvent pas trouver une solution personnelle attendent encore le retour à la vie normale. Certains voient leur abri inondé quand il pleut. D'autres sont chassés par les mairies sous prétexte que les camps d'hébergement servent de cachettes à des bandits armés et des kidnappeurs. D'autres encore sont aidés par des mairies pour louer une maison afin de débarrasser des places publiques. D'autres enfin ont une petite maison en tôles et bois pour trois ans, fabriquée par une ONG. Ces dernières tournent petit à petit le dos aux sinistrés. Des toilettes mobiles, des installations d'eau potable sont parties, le « cash for work » (argent contre travail) diminue.

C'est dans cette conjoncture qu'un nouveau président prend la tête du pays le 14 mai 2011. Son arrivée au pouvoir témoigne de la fatigue des Haïtiens de toutes les manœuvres et discours politiques qui ne profitent jamais au peuple. Il y arrive aussi sur la base de nombreuses promesses de campagne prônant le changement. Parmi toutes ses promesses, démarre le début de la concrétisation de l'école gratuite. Suppression des frais des écoles publiques et soutien à quelques écoles privées pour accueillir gratuitement des enfants, surtout en première année fondamentale ; transport gratuit d'écoliers assuré par quelques bus partant de certains quartiers résidentiels. Ce sont des changements très limités. Le système éducatif n'est pas touché à la base, la qualité de l'éducation n'est pas améliorée et l'école continue de fonctionner à plusieurs vitesses. Reste à savoir si des dispositions seront prises pour que les plus vulnérables puissent aussi bénéficier de l'école gratuite et pour que personne ne soit laissé à côté d'un éventuel changement en Haïti.

LA MAISON DES PARENTS À BREST

Miser sur les compétences des parents



Le pari de la Maison des parents : la mixité sociale et culturelle et un fonctionnement ouvert à tous.



Depuis octobre 2009, la Maison des parents accueille parents et enfants dans le quartier populaire de Recouvrance à Brest. Elle est née de la volonté commune d'acteurs de terrain¹ d'expérimenter de nouveaux modes de rencontre entre parents et professionnels de l'éducation.

Ce mercredi de novembre, Fabienne est venue avec ses jumeaux de quatre ans et sa fille de 17 mois. « Ici, dit-elle, tout le monde est à la même hauteur. On se sent en sécurité parce qu'on sait qu'il y a aussi des professionnels. » Nelly, 30 ans, est là avec ses trois enfants de un mois, trois ans et six ans : « On peut faire des choses qu'on ne prend pas toujours le temps de faire chez soi : montrer aux enfants qu'il y a des règles de vie, qu'on enlève ses chaussures en entrant, qu'on ne doit pas taper les autres... » Pour Brigitte, venue avec sa fille de quatre ans, « l'important c'est aussi l'échange avec d'autres parents et avec les professionnelles. Tous les parents ne sont pas pareils et c'est normal. On a différentes notions du danger, du respect, de la politesse, etc. On en parle ensemble. Savoir écouter, se sentir écouté, c'est énorme, et surtout sans être jugé. »

Soutenir sans contrôler

Une cinquantaine de familles fréquentent actuellement la Maison des parents. Les parents se sentent libres de s'exprimer et de partager leur expérience. Ce lieu est ouvert tous les jours sans adhésion et, si les parents le désirent, de façon anonyme. Il ne rend pas de comptes aux services sociaux sur les familles qui le fréquentent, même si, parfois, c'est un travailleur social qui informe ou accompagne des parents jusqu'ici.

Faire avec

Aux yeux des parents, cela fait beaucoup de différence. « C'est la première fois en 20 ans que je me suis sentie acceptée comme je suis », dit une maman. Ce qui fait la différence est aussi l'attitude des « accueillantes » de la maison : Madeleine et Marie-France, TISF², Véronique, éducatrice de jeunes enfants, Gwenola,

éducatrice spécialisée et Stéphanie, éducatrice spécialisée et coordinatrice. « Nous essayons d'être dans l'accompagnement et le "faire avec" plutôt que dans le conseil, et de favoriser l'échange entre les parents, explique Stéphanie. Ils reçoivent déjà tant de conseils de tous les côtés ! À nous de ne pas prendre trop d'espace. D'où l'intérêt de proposer différents temps d'activités et d'ateliers, où chacun peut trouver sa place. »

Le mardi, on appelle

La Maison des parents veut rompre l'isolement des parents et s'appuyer sur leurs compétences pour bâtir l'éducation de leurs enfants. Chaque mardi, l'équipe appelle les familles qu'elle n'a pas pu joindre par Internet. Régulièrement, elle a des petites intentions (mails, textos, appels) pour celles dont elle n'a pas de nouvelles. Une professionnelle cite l'exemple d'une maman qui, noyée dans les difficultés, n'arrivait pas à venir ici : « Nous l'avons appelée une fois par semaine pendant un mois et demi, puis elle est venue. Elle nous a dit : "J'ai réalisé que je comptais pour vous." Nous veillons à accueillir et à rester en lien avec les parents qui vivent une grande précarité, afin qu'eux aussi comprennent qu'ils ont leur place. »

Aller chercher

Mariette, ancien médecin en PMI et membre d'ATD Quart Monde, se rend régulièrement chez des mamans qui n'osent pas venir à la Maison des parents. Elle se souvient de cette mère qui a fini par se laisser convaincre après plusieurs visites et appels. Quand l'enfant grandit, le contact se poursuit avec les parents, s'ils le désirent. Et même, précise Véronique, « quand un enfant est placé en famille d'accueil et que ses parents se retrouvent sans personne autour d'eux. » On peut venir ici avec ou sans son enfant. C'est d'abord la maison de tous les parents.

Des parents acteurs

« La façon dont on organise ici les ateliers est très particulière, explique Mariette. Ce sont souvent des parents qui les proposent et les animent. Ils s'adressent tantôt aux enfants, tantôt aux parents seulement :

utilisation du henné, réalisation d'une recette, fabrication d'un doudou, participation à un théâtre de marionnettes ou à l'apport de contes, etc. » Des parents s'impliquent aussi dans la vie collective et l'évolution de la maison. Avec Mariette, lors de réunions mensuelles, ils s'expriment librement sur les pratiques professionnelles, les relations entre parents, etc. Une fois par trimestre, des rencontres

« Lorsqu'un enfant ou un parent réussit quelque chose ici, cela a des retombées positives pour toute la famille. »

(Stéphanie, coordinatrice de la Maison des parents)

parents-professionnels de la maison permettent des croisements de regards, d'expériences et des changements. Certains parents s'investissent aussi dans l'action-recherche nationale « En associant leurs parents, tous les enfants peuvent réussir » menée avec ATD Quart Monde et l'IRDSU³ sur 23 lieux en France. Plusieurs disent combien ces participations sont formatrices et leur permettent de gagner en assurance pour aller parler à l'extérieur.

Un lieu qui crée de la solidarité

Parents et professionnelles souhaiteraient disposer d'un lieu plus grand et avec un jardin (la Maison des parents cultive déjà un jardin partagé en lien avec la Maison Pour Tous du Valy Hir). Tous aimeraient pouvoir accueillir davantage des jeunes mamans et des papas qui n'osent pas encore venir. Tous souhaitent qu'il y ait toujours plus de solidarité et de communication entre les parents, que les mentalités s'ouvrent encore davantage et que certains parents se sentent moins mis de côté par d'autres. Lorsqu'ils travaillaient sur le règlement intérieur de la maison, des parents lui ont donné un nouveau titre : « Vivre ensemble ».

Texte et photos Jean-Christophe Sarrot

1. Le projet de la Maison des parents est porté et financé par l'association de la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence du Finistère. Ses partenaires institutionnels sont la Caisse d'allocations familiales du Finistère, le Conseil Général et la Ville de Brest. Un partenariat existe avec ATD Quart Monde pour permettre la participation de parents en grande difficulté et un travail commun de connaissance entre parents et professionnels.

2. Technicienne d'intervention sociale et familiale.

3. Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain.



L'agenda hebdomadaire est affiché chaque semaine et est transmis aux parents qui le souhaitent par téléphone ou courrier électronique.



Des pailles dans le sable

Niek Tweehuijsen et Jean-Michel Defromont
Niek Tweehuijsen, volontaire permanent d'ATD Quart Monde, part en Tanzanie retrouver Patricia, une jeune fille que sa famille avait connue lorsqu'il était enfant. Au-delà de ses retrouvailles avec Patricia, devenue femme mariée, la découverte du pays va se prolonger pour l'auteur par la rencontre de personnes avec lesquelles il va lutter, jour après jour, afin de faire triompher l'espoir et la vie. Ce récit où tout est vrai se lit comme un grand roman d'aventure et d'apprentissage.
Éd. Quart Monde, 2011, 272 pages, 14€

VIENT DE PARAÎTRE



Le corps : source de honte ou chance de liberté ?

Revue Quart Monde n° 220
Le corps parle pour la personne et révèle sa manière d'être au monde. Corps meurtri par des conditions de vie inhumaines, exploité, transformé en marchandise ou en cliché. Mais aussi corps qui renaît, se redresse, donne naissance à d'autres... Ce dossier dégage des expériences de terrain et des pistes de réflexion, à partir de ceux dont le corps souffre d'être si peu instrument de leur liberté. Éd. Quart Monde, 2011, 64 pages, 7€



Réussir la protection de l'enfance. Avec les familles en précarité.

Marie-Cécile Renoux
Incontournables dans certaines situations, les mesures de placement pourraient être évitées dans bien des cas. L'auteur, qui a été déléguée aux questions familiales au sein d'ATD Quart Monde et, à ce titre, membre d'une commission d'experts du Conseil de l'Europe, relate de nombreuses expériences où des acteurs associatifs ou institutionnels soutiennent enfants et parents afin de prévenir le placement.
Éd. de l'Atelier/Éd. Quart Monde. 2008, 256 pages, 22€.

À LIRE ET VOIR SUR LA GOUVERNANCE MONDIALE



Interview vidéo d'Eugen Brand, Délégué général du Mouvement international ATD Quart Monde, qui s'exprime sur la crise mondiale : « On ne peut plus parler de confiance à instaurer si nous ne créons pas les espaces formels et les mécanismes afin d'évaluer les promesses qui ont été faites. » sur <http://vimeo.com/32275862>



Éradiquer la misère

Coordonné par Xavier Godinot
À partir de récits de vie sur quatre continents, l'ouvrage analyse les conditions nécessaires à la reconnaissance des individus et à leur accès aux droits fondamentaux. Il confronte les thèses des économistes qui ont travaillé sur les liens entre mondialisation et extrême pauvreté. Il éclaire l'articulation entre transformation personnelle et transformation sociale, faisant le constat que la misère n'est pas seulement un problème de pauvreté matérielle, mais aussi de rejet, de mépris et d'exclusion sociale. Presses Universitaires de France - Éd. Quart Monde, 2008, 436 pages, 18€



Extrême pauvreté et gouvernance mondiale

Xavier Godinot, avec Thierry Viard. Remerciements à Hugues de Courtivron
S'appuyant sur le livre précédemment cité, cet ouvrage fait des propositions pour que l'éradication de l'extrême pauvreté et la participation des plus pauvres soient au cœur des objectifs politiques d'une gouvernance mondiale renouée. Ce cahier publié avec le soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer est à télécharger sur www.world-governance.org/spip.php?article585

À LIRE ET VOIR SUR HAÏTI

→ **Les actes du colloque** « La démocratie à l'épreuve de la grande pauvreté. Actualité de la pensée de Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde », en février 2008 à Port-au-Prince, sur www.joseph-wresinski.org/La-Democratie-a-l-epreuve-de-la.html

→ « **Une reconstruction pour tous et par tous** », un film de Philippe Hamel sur <http://vimeo.com/30306972>. À Port-au-Prince, des familles très pauvres s'impliquent dans des actions durables avec la volonté de contribuer à la reconstruction du pays. Leur engagement questionne les pratiques de l'aide internationale.

→ **À lire bientôt** : d'autres témoignages sur Haïti, dans le numéro 221 de la Revue Quart Monde à paraître en février 2012.



ABONNEMENT ET VENTE PAR CORRESPONDANCE

COMMANDE EN LIGNE : WWW.EDITIONSQUARTMONDE.ORG/CATALOG

Merci d'écrire en capitales.

M., Mme
Adresse
E-mail

- Je règle mon abonnement à *Feuille de Route* 10 € ou plus
- Je m'abonne à la Revue Quart Monde 26 € ou plus
- Je souhaite avoir les coordonnées d'ATD Quart Monde le plus proche de chez moi

Je commande :	Nombre	Total
<input type="checkbox"/> Des pailles dans le sable, à 14€€
<input type="checkbox"/> Revue Quart Monde n°220, à 7€€
<input type="checkbox"/> Réussir la protection de l'enfance, à 22€€
<input type="checkbox"/> Éradiquer la misère, à 18€€
<input type="checkbox"/> Dépliant « Cartes-livres-CD-DVD 2011-2012 »	gratuit
Frais de port : 3,50 € pour 1 exemplaire, 5 € pour 2 et au-delà, ou ce que vous pouvez.	€

Merci =€

Pour les abonnements, merci de contacter le Secrétariat des amis au 01 34 30 46 23.

ADHÉSION – DONS

DONS ET ADHÉSION EN LIGNE : WWW.ATD-QUARTMONDE.ORG/DON

M., Mme
Adresse.....
E-mail

J'adhère et je verse ce que je peux€
 Adhésion 8 €
 Adhésion de soutien 16 €
 Je fais un don de€

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

N° national d'émetteur : 427.147 Bénéficiaire: Fondation ATD Quart Monde

Nom Prénom.....
Adresse
Code Postal Ville
Coordonnées de ma banque : Nom de l'agence
Adresse complète

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever :
Je choisis le montant de mon soutien : 10 € 30 € 50 € 100 € €

Je choisis la périodicité de mes versements :
Le 7 de chaque Mois Trimestre Semestre, à partir du mois de :



Les dons et l'adhésion donnent droit à la déduction fiscale, à partir de 8€.

Le
Signature :

Merci de joindre un Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP)

Réduction d'impôt de 66 % du montant du don dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Je règle un total de[PUBLICATIONS] +[DONS] +[ABONNEMENTS] =€ / UN SEUL CHÈQUE À L'ORDRE DE : ATD QUART MONDE – 107, av. du général Leclerc 95480 Pierrelaye

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 06/01/1978, vous pouvez, en nous écrivant, avoir accès aux informations vous concernant inscrites dans notre fichier et demander leur rectification ou leur suppression. Ces informations ne sont ni vendues, ni échangées, ni communiquées ; elles sont à l'usage exclusif d'ATD Quart Monde.

POUR S'ENGAGER ENSEMBLE DANS LE REFUS DE L'EXCLUSION

ORGANISER UN CAFÉ-DÉBAT CITOYEN

Quelles réponses, assorties de quels moyens, nos futurs élus comptent-ils apporter aux questions de société soulevées par les personnes vivant dans la grande précarité et par celles qui leur sont solidaires ? Comment agir, les uns et les autres, contre l'exclusion dans notre cadre de vie, notre travail, nos engagements associatifs... ? Parlez-en ! Et, pour en parler, organisez un café-débat citoyen¹ !

Voici quelques idées et conseils recueillis auprès de membres d'ATD Quart Monde qui, en France et à Genève, ont organisé récemment des rencontres citoyennes.

Pourquoi un café-débat ?

- pour construire une nouvelle manière de s'écouter et de s'exprimer,
- pour réfléchir à des questions de société, apporter le témoignage des plus pauvres, casser des idées reçues et s'engager ensemble dans le refus de la misère et de l'exclusion,
- pour attirer l'attention des médias locaux sur ces questions.

Qu'est-ce qu'un café-débat citoyen ?

Un café-débat n'est ni une conférence, ni une table ronde, ni le « café du commerce ». Le principe est de permettre l'expression de chacun dans un climat de respect et de convivialité : qu'il n'y ait pas d'un côté les « experts » et de l'autre « le public ». Il existe deux sortes de cafés-débats dont l'organisation a été bien formalisée : les cafés citoyens² et les world cafés³. Vous pouvez aussi inventer d'autres façons de faire.

Avec qui l'organiser ?

Il vaut mieux préparer avec d'autres. Cela garantit un noyau de participants et permet d'enrichir les discussions... à condition que chacun accepte de venir

« Nous voulions recréer l'ambiance d'un café, un lieu chaleureux où personne n'est laissé à lui-même, explique Sofie Lauer, alliée d'ATD Quart Monde et co-organisatrice du world café à Genève le 15 octobre 2011. Nous avons disposé sur les tables du fil de fer et de la pâte à modeler, pour développer la créativité. »

non pas pour promouvoir son action ou son association, mais pour échanger de façon concrète et productive sur le thème proposé.

Quelle participation des personnes présentes ?

Un premier choix est à faire : allez-vous demander au public de réagir à des apports d'intervenants (ou à la projection d'un film), ou allez-vous lui proposer d'être encore plus actif et de réfléchir en petits ateliers à partir de questions que vous aurez préparées, puis de partager les réflexions en grand groupe ? Cette seconde possibilité est le but de la méthode « world café », qui propose de nombreux outils pour développer la créativité et mettre en confiance.

Vous pouvez aussi choisir de mixer ces deux façons de procéder... mais en deux heures, le temps passe très vite !

Choisir la salle, le matériel... et le public ?

- Quel public ? Participera-t-on au café-débat sur invitation ou en accès libre ? Dans le second cas, prévoyez de prévoir de pouvoir accueillir et intégrer les nouveaux arrivants au fur et à mesure.
- Quel lieu ? Un lieu à taille humaine et que vous aménagerez de façon conviviale. Dans quelques villes, des cafés-débats se déroulent déjà dans certains lieux (comme le café des Champs-Libres à Rennes où s'est tenue une rencontre sur l'école organisée par ATD Quart Monde le 20 octobre 2011). Renseignez-vous. Sinon, c'est à vous de trouver un lieu. Celui-ci peut aussi dépendre aussi du thème : si le débat concerne l'école, des « cafés des parents » existent peut-être dans votre ville.
- Quel matériel ? Vous pouvez éventuellement prévoir micro+sono (pour faciliter la gestion des prises de parole et au besoin l'enregistrement) ; un projecteur et un écran si vous projetez une vidéo⁴ ; éventuellement une caméra numérique afin de filmer l'évènement et de lui donner une plus large audience ensuite sur Internet. Pour une animation sur le modèle World-café, prévoyez aussi nappes en papier, papiers de couleur, feutres, etc.⁵
- Important : la feuille de présence. Certains participants souhaiteront peut-être garder contact et s'engager avec vous dans d'autres actions. Ne les



Lors du world café « Non à la misère » à Genève (ph. Alban Bordeaux).

laissez pas disparaître dans la nature ! Proposez-leur de laisser leurs coordonnées (un modèle de feuille de présence ATD Quart Monde est à télécharger sur www.atd-quartmonde.fr/feuilledepresence).

Communiquer avant

Contactez la presse et diffusez des tracts et des affiches. À Metz où a eu lieu un débat citoyen le 17 octobre, le journal *Feuille de route* et des tracts ont été distribués en ville. À Genève, un hebdomadaire local a annoncé le world café « Non à la misère » organisé le 15 octobre par ATD Quart Monde et d'autres associations⁶.

Si vous invitez des journalistes, soyez sûr de bien maîtriser l'animation du débat ! L'aide d'un animateur professionnel (journaliste, formateur...) peut être précieuse.

Olivier Labesse

¹ Par exemple autour de la « Lettre ouverte » d'ATD Quart Monde, voir page 2.

² www.cafes-citoyens.fr/le-reseau-1na/qu-est-ce-qu-un-cafe-citoyen

³ www.theworldcafe.com/translations/cafe_a_emporter.pdf

⁴ Voir des exemples sur www.dailymotion.com/EditionsQuartMonde ou dans la rubrique CD, DVD de www.editionsquartmonde.org/catalog

⁵ Voir note 2.

⁶ Voir www.atd-quartmonde.org/World-Cafe-pour-permettre-la.html

QUELQUES CONSEILS POUR BIEN ANIMER

→ S'il y a des intervenants, convenez d'un temps de parole qui ne doit pas dépasser **une ou plusieurs tranches de 10 mn environ**,
→ Préparez-vous à **répondre précisément à des idées reçues** sur la pauvreté qui ne manquent pas de s'exprimer dans tout débat public : « Il y a des pauvres qui veulent s'en sortir et d'autres pas »,

« En France, on distribue trop d'aides sociales », etc. (voir www.atd-quartmonde.fr/ideesrecues).
→ « **Il faut donner la parole aux expériences concrètes** et vécues et rester près de ce que chacun vit, estime Gérard Reibel, allié d'ATD Quart Monde qui a animé un débat citoyen le 17 octobre à Metz : "Quelle école pour quelle société ?". »

Il faut un thème précis, affiché en gros, et **intervenir quand le débat s'écarte du sujet.** → « On parle de sujets larges et sensibles, tout en sachant qu'il y a une contrainte de temps, explique Patrick La Prairie, journaliste allié d'ATD Quart Monde et animateur du café-débat "Quelle école pour quelle société ?" le 20 octobre 2011 à Rennes. Il faut donc

annoncer au début qu'un respect mutuel est nécessaire : se concentrer, se retenir, et ne pas hésiter non plus à parler si l'on sent que ce que l'on a à dire est important. L'animateur est au service du public et il a l'autorité. Il doit avoir des questions et de la documentation sous le bras pour éventuellement relancer ou approfondir. »